

**AFRISTAT**  
**10<sup>ème</sup> réunion du Comité de direction**  
Nouakchott, 18-20 octobre 2004

**RAPPORT D'ACTIVITES 2003 DE LA DIRECTION GENERALE D'AFRISTAT**

**SOMMAIRE**

<b>1</b>	<b>SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DE LA DIRECTION GENERALE D'AFRISTAT AU 31 DECEMBRE 2003 .....</b>	<b>2</b>
1.1.	PERSONNEL .....	2
1.2.	LOCAUX ET EQUIPEMENTS. ....	2
1.2.1	<i>Aménagement dans les nouveaux des locaux et acquisition des équipements.....</i>	2
1.2.2	<i>Installations informatiques et de communication.....</i>	2
1.3.	FINANCEMENT DES ACTIVITES.....	3
<b>2</b>	<b>ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL DE LA DIRECTION GENERALE .....</b>	<b>5</b>
2.1.	ORGANISATION DES REUNIONS STATUTAIRES D'AFRISTAT .....	5
2.2.	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA DIRECTION GENERALE .....	5
2.2.1	<i>Base de données de consultants.....</i>	5
2.2.2	<i>Base de données des rapports et ordres de missions.....</i>	5
2.2.3	<i>Formations reçues.....</i>	5
2.3.	ENQUETES AUPRES DES INS DES ETATS MEMBRES D'AFRISTAT .....	5
2.4.	SITE INTERNET D'AFRISTAT ET MISE EN PLACE DE LA 2GLDB A AFRISTAT .....	6
2.5.	PUBLICATIONS ET DOCUMENTATION .....	6
2.6.	STAGES D'ETUDES ET FORMATION AUX CONCOURS ITS/ISE.....	7
<b>3</b>	<b>APPUI AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX .....</b>	<b>8</b>
3.1.	COORDINATION STATISTIQUE.....	8
3.1.1	<i>Appui institutionnel.....</i>	8
3.1.2	<i>Formation.....</i>	8
3.2.	APPUI A L'ELABORATION DES COMPTES NATIONAUX.....	9
3.2.1	<i>Rénovation des comptes nationaux dans les Etats membres de l'UEMOA.....</i>	9
3.2.2	<i>Rénovation des comptes nationaux dans les autres Etats membres d'AFRISTAT.....</i>	10
3.2.3	<i>Amélioration des statistiques d'entreprises.....</i>	10
3.2.4	<i>Amélioration de la collecte des autres statistiques du secteur réel.....</i>	11
3.3.	CONJONCTURE ET PREVISION ECONOMIQUES .....	12
3.3.1	<i>Suivi de la conjoncture et de la prévision économiques.....</i>	12
3.3.2	<i>Suivi des statistiques des prix à la consommation.....</i>	13
3.3.3	<i>Suivi de l'indice de la production industrielle dans les Etats membres de l'UEMOA.....</i>	14
3.4.	ENQUETES SUR LES DEPENSES DES MENAGES ET STATISTIQUES POUR LE SUIVI DES CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET DE LA PAUVRETE .....	14
3.4.1	<i>Appui à la réalisation des enquêtes sur les dépenses des ménages.....</i>	14
3.4.2	<i>Suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté.....</i>	17
3.5.	DIFFUSION DE L'INFORMATION STATISTIQUE.....	19
3.5.1	<i>Sites Internet des INS des Etats membres.....</i>	20
3.6.	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME COHERENT ET STRUCTURE DE BASE DE DONNEES AU SENEGAL.....	20
<b>4</b>	<b>ETAT DE LA COOPERATION AVEC LES BAILLEURS DE FONDS ET PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT .....</b>	<b>21</b>
4.1.	COOPERATION FRANÇAISE .....	21
4.2.	PARTENARIAT AVEC LA COMMISSION DE L'UEMOA .....	22
4.3.	COOPERATION AVEC LE PNUD .....	23
4.4.	APPUI DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL .....	24
4.5.	PARTENARIAT ACBF/BIT/AFRISTAT .....	24
4.6.	COOPERATION AVEC LA CEDEAO .....	25
4.7.	PARTENARIAT AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS ET ORGANISMES .....	25
<b>ANNEXES .....</b>	<b>26</b>	
	ANNEXE 1 : MISE EN ŒUVRE DU SCN93 DANS ETATS MEMBRES D'AFRISTAT EN 2003.....	26
	ANNEXE 2 : TABLEAU-RESUME DES REALISATIONS POUR 2003.....	27

## **1 Situation administrative et financière de la Direction générale d'AFRISTAT au 31 décembre 2003**

### **1.1. Personnel**

1. L'effectif du personnel au cours de l'année 2003 est resté relativement stable.
2. En 2003, AFRISTAT a disposé d'une équipe de treize experts dont six de l'Assistance technique française. En plus du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint, l'équipe technique était composée de trois comptables nationaux, un macro-économiste, un statisticien chargé du secteur productif, un expert en statistiques agricoles, un expert chargé du secteur informel, de l'emploi et de la pauvreté, un expert en analyse de la pauvreté, un expert en enquêtes auprès des ménages et deux statisticiens informaticiens. Au cours de l'année, l'un des comptables nationaux et l'expert en enquêtes auprès des ménages, tous deux de nationalité française, ont été remplacés poste pour poste par des experts africains. A cet effectif, il convient d'ajouter une Volontaire internationale de nationalité française qui a quitté son poste en novembre 2003.
3. L'équipe technique était assistée par le personnel d'appui administratif et technique composé de 11 agents.

### **1.2. Locaux et équipements.**

#### **1.2.1 Aménagement dans les nouveaux locaux et acquisition des équipements**

4. La Direction générale occupe depuis mai 2003 un nouveau bâtiment, en plus du premier mis à la disposition d'AFRISTAT par le gouvernement malien, entièrement pris en charge par le Fonds AFRISTAT. Ce second bâtiment est occupé par l'ensemble des experts, le centre de documentation et le service de reprographie. Une salle de réunion, non encore équipée, y est également prévue.

#### **1.2.2 Installations informatiques et de communication**

5. L'occupation des nouveaux locaux d'une part, les exigences d'une meilleure communication intra-muros ainsi qu'entre la Direction générale et le reste du monde, d'autre part, ont nécessité de nouveaux investissements dans le domaine des Nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ainsi, d'importants efforts ont été faits pour renouveler et renforcer le parc de matériel informatique, étendre et faciliter l'accès au réseau informatique, étendre le réseau téléphonique, et protéger et sécuriser l'utilisation des outils de travail ainsi acquis.
6. Par ailleurs, avec l'occupation du nouveau bâtiment, la Direction générale de l'Observatoire a fait installer un poste de transformation électrique de moyenne tension, ce qui contribuera à une légère baisse dans la consommation de l'énergie électrique. Par la même occasion, elle a fait installer un onduleur central pour régulariser la fourniture du courant électrique ainsi qu'un paratonnerre pour sécuriser les équipements en cas de besoin.

**a) Matériel informatique**

7. La Direction générale a fait procéder à l'extension du réseau informatique pour permettre à tout le personnel d'accéder au réseau Internet. Par la même occasion, elle fait améliorer considérablement l'accessibilité à Internet grâce à l'installation d'une liaison radio. Au cours de l'année, elle a également acquis quatre micro-ordinateurs portables, huit micro-ordinateurs de bureau dont un dédié à la messagerie AFRISTAT et trois imprimantes.

**b) Réseau téléphonique**

8. L'occupation du nouveau bâtiment a entraîné l'extension du réseau téléphonique. Ainsi un nouvel autocommutateur et 15 nouveaux postes téléphoniques ont été acquis et installés.

**c) Parc automobile**

9. La voiture de fonction du Directeur Général acquis en 1996, qui devait être renouvelée en 2002, l'a été en 2003. Le véhicule de service général, acquis sur financement FED, a été sorti du parc automobile de la Direction générale à cause des coûts très élevés de ses réparations. En attendant, l'acquisition d'un nouveau véhicule et la réforme du premier véhicule de fonction du Directeur Général, ce dernier véhicule a été gardé dans le parc. Son remplacement devrait intervenir au plus tard en 2005.

**d) Mobilier et équipements divers de bureau**

10. Des bureaux ont été achetés pour compléter l'équipement actuel. Par ailleurs, le parc des photocopieurs a été renouvelé avec l'acquisition de deux photocopieurs plus performants.

11. Enfin, la Direction générale s'est dotée d'un vidéo-projecteur et d'un réseau informatique mobile.

**1.3. Financement des activités.**

12. Le budget 2003 de la Direction générale d'AFRISTAT, voté en 2003, s'élevait à 725 892 000 FCFA, soit un accroissement de 22,84% par rapport à 2002.

13. En dépenses, le budget a été exécuté à 95,1%. Les recettes ont été réalisées à 110,0%. L'exécution du budget n'a pas connu de difficultés particulières. Il faut noter que la Mauritanie a libéré la moitié de sa contribution.

Tableau 1 : Dépenses et Recettes attendues et réalisées en 2003 (en FCFA)

<b>Dépenses</b>	<b>Prévision</b>	<b>Réalisation</b>	<b>%</b>
<b>Fonctionnement</b>	<b>611 207 485</b>	<b>576 612 564</b>	<b>94,3%</b>
Charges de personnel	328 966 000	325 664 258	99,0%
Fonctionnement courant	169 247 000	142 385 854	84,1%
Réunions et missions	112 994 485	108 562 452	96,1%
<b>Investissement</b>	<b>114 684 515</b>	<b>113 672 190</b>	<b>99,1%</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>725 892 000</b>	<b>690 284 754</b>	<b>95,1%</b>
<b>Recettes</b>			
	<b>Prévision</b>	<b>Réalisation</b>	<b>%</b>
Dotation du Fonds AFRISTAT	528 000 000	538 678 448	102,0%
Prestations de services (honoraires nets)	97 550 000	148 671 685	152,4%
Remboursements des prêts du personnel	8 342 000	7 841 832	94,0%
Autres produits (reliquat d'honoraires 2002)	84 000 000	82 884 890	98,7%
Produits des placements financiers	8 000 000	20 631 639	257,9%
<b>Recettes totales</b>	<b>725 892 000</b>	<b>798 708 494</b>	<b>110,0%</b>

## **2 ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL DE LA DIRECTION GENERALE**

### **2.1. Organisation des réunions statutaires d'AFRISTAT**

14. Au cours de l'année 2003, la Direction générale a organisé une réunion du Conseil scientifique, deux réunions du Comité de direction, dont une extraordinaire, et deux sessions du Conseil des Ministres. Outre les questions courantes de gestion de l'Observatoire, les réunions des instances statutaires d'AFRISTAT portaient sur l'avenir de cet organisme au-delà de 2005. Etaient essentiellement abordées, l'étude « AFRISTAT après 2005 » et le rapport d'évaluation d'AFRISTAT après ses premières années de fonctionnement et la reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT. Ces deux questions ont fait l'objet de documents appropriés qui ont été largement diffusés auprès des membres de ces instances.

15. Parmi les principales décisions prises par le Conseil des Ministres figurent le maintien d'AFRISTAT dans son statut actuel avec un renforcement de ses activités, et la reconduction du même mécanisme de financement avec concomitamment un relèvement du capital et une ouverture du Fonds AFRISTAT à d'autres bailleurs autres que les Etats membres et la France.

### **2.2. Renforcement des capacités de la Direction générale**

#### **2.2.1 Base de données de consultants**

16. Au cours de l'année 2003, la Direction générale a développé une base de données sur des consultants. Cette base permettra de disposer d'informations sur les experts dans divers domaines de compétence et mobilisables rapidement à l'occasion en appui ou en appoint aux ressources humaines de la Direction générale. Le formulaire de candidature est accessible en ligne sur le site Internet d'AFRISTAT.

#### **2.2.2 Base de données des rapports et ordres de missions**

17. Les ordres de mission sont gérés à partir d'une base de données. Il est ainsi possible d'extraire toutes les missions par expert, projet, type de financement et lieu. Les rapports de mission correspondants y sont chargés régulièrement. Cette base de données a connu une légère modification dans sa structure pour permettre la saisie des résumés des rapports.

#### **2.2.3 Formations reçues**

18. Quatre experts d'AFRISTAT ont participé à la session estivale de formation organisée par l'INSEE et le ministère français des Affaires étrangères à Libourne (France). Les présentations de cette année étaient centrées sur le système d'information géographique et la cartographie. La plupart des Etats membres d'AFRISTAT y étaient représentés.

### **2.3. Enquêtes auprès des INS des Etats membres d'AFRISTAT**

19. La Direction générale d'AFRISTAT a relancé en 2003 l'enquête annuelle sur l'évolution des moyens humains et matériels des Instituts nationaux de statistique de ses Etats membres. A cette fin, des conventions de consultation nationale ont été signées avec les 14 directeurs d'INS ayant répondu à la proposition de désignation d'un consultant national. Par une telle convention, le directeur de l'INS

désigne un agent pour assurer la coordination et le recueil des informations ayant trait aux moyens des INS mais également aux données statistiques, structurelles et conjoncturelles de l'ensemble du SSN.

20. Concernant la collecte des données statistiques structurelles, le questionnaire a fait l'objet, en 2003, d'une profonde refonte. Cependant, le temps nécessaire à la préparation des nouveaux questionnaires avant leur transmission aux instituts nationaux de statistique n'a pas permis la relance de cette opération. Elle est reportée à 2004.

#### **2.4. Site Internet d'AFRISTAT et mise en place de la 2gLDB à AFRISTAT**

21. L'amélioration du site de la Direction générale s'est poursuivie avec l'intégration de nouvelles rubriques, notamment celles sur les données conjoncturelles (ajout des cours de matières premières, bourses de valeurs mobilières, taux de croissance et inflation dans les pays du G7, etc.). La mise à jour est faite régulièrement selon une périodicité hebdomadaire.

22. Par ailleurs, la base de données 2gLDB continue d'être alimentée régulièrement. Toutes les données socio-économiques des Etats membres d'AFRISTAT ont été chargées dans la base. Leur actualisation est prévue pour le premier semestre 2004. La collecte des données est en cours grâce au réseau des consultants nationaux. La 2gLDB est également utilisée pour la publication hebdomadaire sur le site Internet d'AFRISTAT des données conjoncturelles. Celles-ci incluent les indices de prix à la consommation, les indices de production industrielle, les cours des matières premières (en FCFA et en dollars des Etats-Unis), les taux de change, des données monétaires ainsi que des données sur l'environnement international.

#### **2.5. Publications et documentation**

23. Les activités de publication se sont poursuivies en 2003 mais avec une baisse de régime. Toutefois, en dehors de la publication trimestrielle des quatre numéros de *La Lettre d'AFRISTAT*, la Direction générale a pu réaliser et diffuser les premiers numéros de *AFRISTAT Newsletter*, une version apériodique en anglais et allégée de *La lettre d'AFRISTAT*, et du *Bulletin officiel* comprenant les principaux textes pris par les instances dirigeantes de l'Observatoire. Tous ces documents sont accessibles sur le site Internet d'AFRISTAT.

24. En ce qui concerne la documentation, les travaux de traitement et de diffusion de l'information se sont poursuivis durant toute l'année au niveau du centre de documentation qui continue de recevoir régulièrement les publications statistiques des Etats membres, de l'INSEE, d'EUROSTAT, du FMI, des banques centrales et d'autres partenaires. Ces documents sont régulièrement enregistrés dans la base de données bibliographiques avec le logiciel WINISIS.

25. La Direction générale continue de recevoir des périodiques qui font l'objet d'un bulletin des sommaires publié mensuellement en interne.

26. La liste des nouvelles acquisitions est diffusée par courrier électronique à tous les experts pour information. Enfin, le service de diffusion sélective de l'information se poursuit en interne.

**2.6. Stages d'études et formation aux concours ITS/ISE**

27. La Direction générale a enregistré un grand nombre de demandes de stage au cours de l'année 2003. Celles-ci provenaient aussi bien des individus en formation en gestion de la politique économique, des universités de Bamako et d'ailleurs que des écoles de statistique. Compte tenu de la capacité limitée d'encadrement qu'offre AFRISTAT, l'Observatoire n'a été en mesure de retenir que deux élèves de l'**ENSEA**.

28. En ce qui concerne l'appui à la préparation des concours ITS/ISE, six pays ont été couverts par le financement accordé par la Coopération française pour cette fin : **Centrafrique, Gabon, Mali, Mauritanie, Sénégal et Tchad**. Un contrat de service avait été régulièrement signé entre AFRISTAT et le directeur de l'INS de chacun des pays pour assurer cette préparation dans de bonnes conditions.

29. L'impact de cette formation sur les résultats des concours d'entrée dans les écoles de statistique est encore difficile à apprécier. D'ores et déjà, on peut relever que les résultats aux concours de cette année se sont améliorés dans l'ensemble. Il faudra certainement plus de temps et une meilleure organisation notamment en faisant commencer la formation suffisamment tôt. Les résultats des deux dernières années figurent dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2: Résultats des concours d'entrée aux écoles de statistique

Résultats aux concours d'entrée dans les écoles de statistique:							
Années	Pays	Type de concours					Total
		ITS-B_ECO	ITS-B_MATH	ITS-A	ISE_ECO	ISE_MATH	
2002-2003	Centrafrique		1	1			2
	Gabon						
	Mali	1				1	2
	Mauritanie						
	Sénégal			3			3
	Tchad		1		3		4
2003-2004	Centrafrique			1			1
	Gabon			6	1		7
	Mali	1		2			3
	Mauritanie						
	Sénégal	1	3	4	1		9
	Tchad			4		1	5

### **3 Appui aux systèmes statistiques nationaux**

30. Cette partie du rapport reprend les appuis apportés aux SSN conformément au plan de présentation du PROSMIC (Programme statistique minimum commun). Dans la mesure du possible, l'impact de l'appui apporté au développement de la statistique des Etats membres sera souligné.

#### **3.1. Coordination statistique**

##### **3.1.1 Appui institutionnel**

31. A la demande du FNUAP, AFRISTAT, appuyé par un consultant extérieur, a mené une analyse institutionnelle de l'Institut national de statistique et d'analyse économique (INSAE) du **Bénin** entre janvier et mars 2003.

32. A la suite de cette étude, il est apparu la nécessité de permettre à l'INSAE de jouer au mieux son rôle de « fédérateur » du système d'information à travers le Conseil national de la statistique qu'il anime et dont il assure le Secrétariat. Ce rôle apparaît aujourd'hui particulièrement essentiel en matière de connaissance des facteurs de la pauvreté, de l'emploi, du changement social, des conditions de vie des ménages, etc., domaines pour lesquels les indicateurs de suivi et d'évaluation doivent impérativement être établis de façon harmonisée.

33. Sur financement européen et à la demande des autorités centrafricaines, AFRISTAT a réalisé un audit du système statistique national de la **République Centrafricaine** (RCA). L'étude a été menée au cours du deuxième semestre 2003.

34. Au terme de celle-ci un atelier de validation de l'audit a été organisé au cours duquel les experts d'AFRISTAT ont présenté la situation de la statistique centrafricaine et proposé des mesures de relance. Ces propositions ont été tenues en considération par le gouvernement qui recherche les voies et moyens pour les mettre en œuvre.

35. La Direction générale a, à la demande de l'Office national de la statistique (ONS) de **Mauritanie**, entrepris au cours du deuxième semestre 2003, une évaluation à mi-parcours du Schéma directeur de la statistique 2000-2005 de ce pays. Cette activité devra se poursuivre en 2004.

##### **3.1.2 Formation**

36. AFRISTAT, avec l'appui de l'ENSEA d'Abidjan, a procédé, à la demande du Programme d'appui Régional à l'intégration (PARI) financé par le Fonds européen de développement (PARI-Côte d'Ivoire), à la formation des agents de la Direction de la conjoncture et de la prévision économique (DCPE) du ministère des Finances de **Côte d'Ivoire** dans ledit domaine.

37. Cette formation, qui s'est déroulée en deux vagues, a mobilisé douze agents de la DCPE, auxquels il faut ajouter deux personnes de l'Institut national de la statistique. Pour des contraintes de calendrier de la DCPE, la formation de la seconde vagues a été reportée en mars 2004.

38. L'architecture générale de la formation reposait sur trois modules : le premier, sous-traité à l'ENSEA, portait sur les rappels théoriques nécessaires aux deux autres modules (2 jours) et débouchait sur un développement particulier sur les enquêtes auprès des chefs d'entreprise dites

« enquêtes de conjoncture » et sur la méthodologie générale des « Comptes nationaux trimestriels ». Le deuxième module présentait les applications informatiques nécessaires : bases de données et logiciels de correction des variations saisonnières. Le troisième module portait sur l'analyse conjoncturelle et la prévision économique à court terme, à partir d'exemples concrets tirés des données conjoncturelles ivoiriennes ou d'autres pays de la sous-région.

### **3.2. Appui à l'élaboration des comptes nationaux**

39. L'appui à la rénovation et à l'harmonisation des comptes nationaux des Etats membres, avec passage au SCN93, est un des objectifs poursuivis par AFRISTAT. A la faveur de certains projets, plusieurs Etats membres d'AFRISTAT ont pu s'engager dans cette voie.

40. La stratégie consiste à élaborer deux années de comptes : une année de base et une année courante avec un transfert de savoir-faire qui donne aux Etats membres une certaine capacité à poursuivre de façon autonome leurs travaux de comptabilité nationale.

41. L'assistance qui leur est apportée devrait pouvoir assurer de façon régulière la publication d'une série de comptes nationaux portant sur les Tableaux des Ressources et des Emplois (TRE) à prix courant et à prix constant de l'année précédente, les comptes économiques intégrés, selon les exigences du SCN93. L'état d'avancement de la rénovation des comptes nationaux et de la mise en œuvre du SCN93 dans les Etats membres d'AFRISTAT figure en annexe 1.

#### **3.2.1 Rénovation des comptes nationaux dans les Etats membres de l'UEMOA**

42. L'appui à la rénovation des comptes nationaux dans les Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (**UEMOA**) s'est poursuivi en 2003 dans le cadre du Programme d'appui régional statistique (PARSTAT) dont la mise en œuvre avait été confiée à AFRISTAT en 2001 par la Commission de l'UEMOA. Pour la dernière année d'activité de ce programme, beaucoup d'actions programmées, notamment en comptabilité nationale, n'ont pu être réalisées dans le temps imparti pour diverses raisons.

43. Outre les appuis techniques apportés aux Etats membres, deux séminaires ont été organisés en mai et septembre 2003 pour échange d'expérience entre les équipes de comptables nationaux des Etats membres de l'UEMOA. Les nouvelles fonctionnalités du progiciel ERETES, en l'occurrence celles de la version 3.2, ont fait l'objet de présentation à ces ateliers. A cette occasion, la liste des participants a été élargie aux comptables nationaux d'autres Etats membres d'AFRISTAT utilisant ce progiciel.

44. De plus, au **Togo** et au **Niger**, un appui à l'utilisation des données des enquêtes auprès des ménages les plus récentes permettant d'améliorer certains agrégats de la comptabilité nationale a pu être réalisé dans le cadre des plans d'amélioration des métadonnées relatifs au Système général de diffusion des données (SGDD), objet d'un contrat d'assistance du Fonds monétaire international (FMI) aux Etats membres de l'UEMOA (cf.4.4). L'estimation de la population active par branches d'activités et la contribution du secteur informel à la valeur ajoutée ont ainsi pu être améliorées.

### **3.2.2            *Rénovation des comptes nationaux dans les autres Etats membres d'AFRISTAT***

45. Le Gabon, le Cap-Vert et la Mauritanie ont mis en place un programme de rénovation des comptes nationaux.

46. Le programme de rénovation des comptes nationaux du **Gabon** a été lancé en décembre 2002 sur la base d'un financement du Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France à Libreville. Au cours de l'année 2003, l'appui apporté par AFRISTAT a consisté en la mise en place des nomenclatures permettant le paramétrage de la base ERETES. Le travail de collecte des données sur l'année de base (2001) et les traitements des différentes données sources disponibles sont en cours, voire achevés pour le commerce extérieur et la consommation finale des ménages. Une formation à l'élaboration des tables de chargement des sources a été donnée.

47. Au **Cap-Vert**, la rénovation des comptes nationaux, financée dans le cadre du Programme indicatif régional des pays africains de langue officielle portugaise (PIR-PALOP), a été engagée en 2003. La première étape de cette activité a consisté en la mise au point des nomenclatures d'activités, de produits, des opérations, et des modes de production. La stratégie d'ensemble de cette rénovation des comptes nationaux devra aboutir à la mise au point d'une année de base des comptes nationaux (2002) ainsi qu'une première année courante (2003).

48. Après vingt mois d'interruption de l'assistance dans ce domaine pour diverses raisons, AFRISTAT a repris son appui au cours du dernier trimestre 2003 à la **Mauritanie** dans le cadre de la poursuite de l'implantation du module ERETES. L'occasion avait été donnée de faire le point sur l'avancement des travaux sur la première année courante (1999), examiner le travail réalisé en phase décentralisée avant de procéder à la centralisation de la base. La reprise de cette assistance est financée par le SCAC de l'ambassade de France en Mauritanie.

### **3.2.3            *Amélioration des statistiques d'entreprises***

49. Plusieurs activités d'assistance ont été menées en 2003 pour améliorer la qualité des statistiques d'entreprises à tout le moins leur disponibilité : un séminaire a été organisé et des appuis techniques ont été apportés à la **Guinée-Bissau** et au **Togo**.

50. Le séminaire a permis une première restitution des résultats de l'enquête réalisée en 2001 sur la situation des statistiques d'entreprises dans les Etats membres d'AFRISTAT. Il a également donné lieu aux présentations des dispositifs existants en matière de traitement d'informations sur les entreprises dans les instituts nationaux de statistique ainsi que des démonstrations d'outils originaux dans les domaines du répertoire d'entreprises, du traitement d'enquêtes statistiques et de sources administratives.

51. La synthèse des travaux de ce séminaire a abouti à la définition de principes méthodologiques et organisationnels communs aux Etats membres d'AFRISTAT dans le traitement des informations sur les entreprises, ceci permettant d'envisager l'élaboration d'un programme de travail à moyen terme.

52. Dans le même ordre d'idées, il était prévu de développer des outils de traitement harmonisé en statistiques d'entreprises. Les résultats de ce séminaire devaient constituer l'un des inputs. Cette activité n'a pas été réalisée et a été reportée en 2004.

53. S'agissant des appuis aux recensements des unités économiques, AFRISTAT a apporté un appui à la préparation d'un recensement des entreprises en **Guinée-Bissau** dans les buts d'élaborer un répertoire des unités économiques et de lancer une enquête permettant de calculer l'indice de la production industrielle.

54. Au **Togo**, dans le cadre de la réalisation du recensement des unités économiques en vue de l'établissement d'un répertoire d'entreprises et de la réalisation d'enquêtes (notamment pour le calcul de l'indice de la production industrielle selon la méthodologie harmonisée au sein des Etats membres de l'UEMOA), un appui a été apporté dans la phase de constitution de la base de lancement et d'élaboration du questionnaire.

55. Le financement de ces appuis a été assuré grâce au contrat avec le FMI relatif aux plans d'amélioration dans le cadre du SGDD.

### **3.2.4 Amélioration de la collecte des autres statistiques du secteur réel**

56. Les appuis apportés par la Direction générale ont concerné uniquement le **Mali**, plus spécifiquement les statistiques agricoles : la poursuite de la recherche appliquée sur l'estimation de la production maraîchère et l'assistance ponctuelle au Bureau central du recensement agricole (BCRA).

57. Un des objectifs du PROSMIC dans le domaine des statistiques agricoles est de mettre à la disposition des Etats des outils méthodologiques pour la collecte et le traitement des données. Dans ce cadre, AFRISTAT a initié avec le Mali, une enquête test sur l'estimation de la production maraîchère. Cette enquête devrait permettre de concevoir et d'exécuter une enquête à Bamako et rédiger une note méthodologique à l'intention des autres Etats.

58. Cette enquête, qui a été menée en 2002 avec la réalisation d'un premier passage, s'est poursuivie en 2003 avec un deuxième passage en juillet et une enquête sur les rendements en septembre. Les travaux d'apurement des données ont été effectués et la rédaction du rapport final engagée. Le rapport sera publié en 2004.

59. La méthodologie conçue n'a pas souvent été appliquée comme prévue notamment en ce qui concerne le respect des périodes appropriées pour la collecte ; cela est dû essentiellement à des difficultés de terrain, notamment l'insuffisance des moyens de contrôle des opérations.

60. Par ailleurs, à la demande de la Cellule de planification et de statistique du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche du Mali, AFRISTAT a appuyé le BCRA pour les travaux de préparation du Recensement général de l'agriculture du Mali. Cet appui a couvert l'élaboration de la base de sondage et les réflexions sur le choix d'un plan de sondage.

### **3.3. Conjoncture et prévision économiques**

61. En matière de conjoncture et de prévision économiques, la Direction générale a poursuivi les actions de formation à travers des séminaires. Par ailleurs, le suivi des statistiques des prix dans certains Etats a fait l'objet d'une attention particulière. AFRISTAT a également apporté sa contribution dans le cadre de l'élaboration d'un indice de la production industrielle des Etats membres de l'UEMOA.

#### **3.3.1 Suivi de la conjoncture et de la prévision économiques**

62. La Direction générale a organisé deux séminaires sur la conjoncture et la prévision économiques pour les Etats membres de l'Afrique de l'Ouest et deux autres séminaires pour ceux de l'Afrique centrale. Ces séminaires, financés par la Coopération française, ont réuni deux représentants de chacun des Etats concernés, l'un spécialiste en prévision économique et l'autre en analyse conjoncturelle ainsi que des représentants des banques centrales et des institutions d'intégration selon les sous-régions (**CEMAC** et **UEMOA**). Ils visaient un double objectif à la fois pédagogique et opérationnel. Il s'agissait, d'une part, de rappeler les méthodes de suivi de la conjoncture et de la prévision économiques dans chaque Etat membre et d'exposer les résultats obtenus, et d'autre part, d'étudier les rapprochements possibles, tant du point de vue des données exogènes que de la méthode de projection.

63. AFRISTAT a aussi organisé un séminaire d'initiation à la modélisation économique à l'intention des Etats les moins avancés dans ce domaine. Des représentants des directions ou cellules chargées de la prévision économique de dix Etats ont pu prendre contact concrètement avec un modèle sur la base d'exercices pratiques visant, d'une part, à souligner la différence entre la modélisation économique de court et de moyen et long terme, et d'autre part, à présenter le modèle comme un instrument aidant à la réflexion économique et non comme fournisseur d'une vérité scientifique indiscutable. L'étroite dépendance des résultats aux données aléatoires de l'environnement international en particulier relativise le dogme d'un taux de croissance imposé d'en haut sans référence aux fluctuations des marchés à court terme.

64. AFRISTAT a également organisé un séminaire sur les « *techniques de micro-simulation pour l'analyse des effets distributifs des politiques économiques* » en juin 2003 à Bamako ; il avait regroupé les participants de 17 des 18 Etats membres. Ce séminaire, financé par la Coopération française, a permis d'initier les participants à l'étude de l'impact des politiques (dévaluation, réformes fiscales, programmes d'emplois publics, transition démographique, etc.) sur la distribution des revenus, et partant sur le niveau de la pauvreté. Les documents méthodologiques du séminaire feront l'objet d'un manuel qu'AFRISTAT mettra à la disposition des utilisateurs.

65. Enfin, en terme de bilan, en plus de la formation dispensée aux cadres nationaux, on peut résumer ainsi l'impact de l'action d'AFRISTAT dans ce domaine :

#### **Bulletin de conjoncture:**

- un bulletin trimestriel est publié régulièrement par la DNSI du **Mali** avec l'appui d'AFRISTAT ;

- des travaux pour publier ce genre de bulletin sont en cours au **Cameroun** et en **Mauritanie** ;
- le **Bénin**, le **Burkina Faso**, le **Cameroun**, la **Côte d'Ivoire** et le **Sénégal** publient des bulletins de conjoncture dont la régularité n'est pas toujours respectée ;
- le **Togo** a démarré l'élaboration d'un bulletin de conjoncture.

### **Modèles de court terme**

- La **Côte d'Ivoire** et le **Sénégal** élaborent des modèles de conception voisine se rapprochant des indications d'AFRISTAT. Le **Bénin**, le **Burkina Faso**, le **Cameroun**, le **Gabon**, la **Mauritanie** et le **Togo** élaborent aussi des modèles de prévision.

#### **3.3.2 Suivi des statistiques des prix à la consommation**

66. La coopération avec la Commission de l'**UEMOA** dans le domaine du suivi des indices harmonisés des prix à la consommation dans ses Etats membres a été constamment suivie au cours de l'année 2003. Un appui a été aussi apporté pour la refonte de l'indice des prix à la consommation à Conakry.

67. La Direction générale d'AFRISTAT a eu à répondre à plusieurs demandes de la Commission de l'**UEMOA** relatives au suivi de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) dans les Etats membres. Ces demandes portaient essentiellement sur :

- l'élaboration d'un tableau de passage avec une application informatique, pour la mise en conformité de l'IHPC avec la nomenclature COICOP à 12 fonctions ;
- l'élaboration des termes de référence pour l'organisation d'un séminaire sur l'analyse des indices de prix ;
- l'élaboration des termes de référence d'une mission circulaire dans les Etats membres, afin de faire le point sur le fonctionnement du dispositif de l'IHPC et la mise en œuvre des recommandations des différentes réunions qui ont traité de ce sujet ;
- l'appui à l'élaboration des termes de référence pour une étude sur les déterminants de l'inflation dans la zone de l'**UEMOA**.

68. Par ailleurs, AFRISTAT a participé aux réunions du groupe de travail de l'IHPC et du Comité de suivi de l'IHPC aux mois d'octobre et novembre 2003 à Ouagadougou.

69. En ce qui concerne la refonte de l'indice des prix à la consommation à Conakry, un projet d'amélioration de cet indice a été initié par la Direction nationale de la statistique de la **Guinée**. Sa mise en œuvre a bénéficié de l'appui technique d'AFRISTAT pendant l'année 2003. Cette refonte a donné lieu à un indice des prix calculé selon la nomenclature COICOP à 10 fonctions. La rénovation sera terminée avec le calcul de nouveaux coefficients de pondération à partir des données de l'enquête intégrale sur le budget et l'évaluation de la pauvreté qui a été réalisée entre octobre 2002 et octobre 2003.

### **3.3.3 Suivi de l'indice de la production industrielle dans les Etats membres de l'UEMOA**

70. Le projet d'élaboration d'un indice harmonisé de la production industrielle, de diffusion d'un bulletin et d'une note de conjoncture régionale pour les Etats membres de l'UEMOA a été entamé en 2003 dans le cadre de la mise en œuvre d'un volet spécifique du PARSTAT. Au titre de la collaboration avec la Commission de l'UEMOA, la Direction générale d'AFRISTAT a participé à l'atelier de validation méthodologique que la Commission a organisé en juin 2003 à Ouagadougou.

71. Afin d'accompagner les Etats membres de l'UEMOA dans l'application des principes méthodologiques définis pour ce projet, AFRISTAT a décidé de mobiliser les fonds rendus disponibles par le contrat avec le FMI pour financer l'assistance technique. C'est ainsi qu'un appui a été apporté à l'Institut national de statistique de **Côte d'Ivoire** dans la rénovation de l'indice de la production industrielle de ce pays.

### **3.4. Enquêtes sur les dépenses des ménages et statistiques pour le suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté**

#### **3.4.1 Appui à la réalisation des enquêtes sur les dépenses des ménages**

72. Au cours de l'année 2003, la Direction générale de l'Observatoire a poursuivi son programme d'appui technique aux Etats membres de l'UEMOA dans le cadre des enquêtes prévues au volet « *Secteur informel* » du PARSTAT sous forme de missions d'experts dans les pays et de l'organisation de deux ateliers de traitement des données en collaboration avec DIAL. Les résultats obtenus sont les suivants :

- Au niveau des pays, les travaux de la phase 1 (emploi) sont terminés. En effet tous les pays disposent de fichiers apurés. Les premiers résultats ont été publiés dans les quatre pays de la première vague (**Bénin, Burkina Faso, Mali, Togo**). Dans les trois autres pays (**Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal**), les résultats provisoires étaient en cours de finalisation à la fin de l'année 2003.
- Pour ce qui est de la phase 2 (secteur informel), tous les pays disposent de fichiers apurés. Quatre pays (**Bénin, Burkina Faso, Mali, Togo**) ont produit une version provisoire des premiers résultats et les travaux en vue de leur finalisation se poursuivaient. Pour les trois autres pays, le traitement en vue de la production des premiers résultats se poursuit.

73. Au niveau régional, des plans détaillés d'analyse des résultats des deux premières phases ont été élaborés. L'analyse en vue de produire les premiers résultats de la phase 1 avait commencé et était suffisamment avancée.

74. Les financements octroyés par l'Union européenne pour l'exécution du volet « *Secteur informel* » du PARSTAT ne permettaient que de financer les deux premières phases de l'enquête 1-2-3 (emploi et secteur informel). Ainsi, l'aspect « *analyse de la pauvreté monétaire* » n'était pas pris en compte. Or, cet aspect était fondamental dans le contexte d'élaboration des DRSP dans la mesure où il permettait en particulier de relier les questions de pauvreté au marché du travail. Pour ce faire, il était nécessaire de réaliser la troisième phase, l'enquête sur la consommation et la demande informelle des ménages.

75. La France y a répondu favorablement en mettant à la disposition des INS des Etats concernés un financement pour réaliser l'enquête (sur un échantillon de 576 ménages) et une subvention à AFRISTAT pour apporter un appui technique à ces Etats.

76. Conformément aux termes de référence, la réalisation de la phase 3 devait contribuer à répondre aux deux objectifs supplémentaires : (i) élargir le champ de la mesure du secteur informel non seulement à l'offre, notamment par rapport aux conditions de production, mais aussi à la demande (en identifiant des débouchés de la production informelle et avoir ainsi une idée de son potentiel de croissance ; (ii) fournir des éléments d'informations utiles pour répondre aux questions liées au suivi de la pauvreté.

77. Les moyens à mobiliser devaient contribuer à atteindre un certain nombre de résultats :

- un profil de pauvreté analytique qui mettrait en relation la pauvreté avec le marché du travail ;
- une analyse dynamique de la pauvreté en référence aux données de 1996, fournies par l'enquête « Prix UEMOA » 1996 dont la méthodologie est comparable à celle retenue dans l'enquête 1.2.3 ;
- la mise en place de l'amorce d'un dispositif de suivi des conditions de vie des ménages.

78. En ce concerne l'analyse de la pauvreté, les principaux résultats attendus n'ont pas été atteints. En effet, aucun pays n'a rédigé ni un profil de pauvreté, ni un rapport d'analyse dynamique de la pauvreté. Les décalages initiaux dans la programmation du démarrage des travaux dans les pays et les retards constatés sur le terrain, ont rendu difficile la tenue d'un atelier régional sur les techniques d'analyse des données de la phase 3, tous les pays n'étant pas au même niveau d'avancement des travaux. Par exemple, la situation socio-politique en Côte d'Ivoire n'a pas permis de procéder à la collecte des données ; au Niger, les travaux de collecte sont en cours et devraient prendre fin avant la fin du mois mars 2004.

79. Par rapport à l'amorce de la mise en place d'un dispositif de suivi des conditions de vie des ménages, d'importants résultats ont été atteints avec notamment :

- la mise à disposition d'un ensemble de documents méthodologiques harmonisés (questionnaire, manuel de l'agent enquêteur, manuel du superviseur, manuel des nomenclatures, manuels des spécifications des contrôles, manuel indicatif de tabulation, plan indicatif d'analyse). Les adaptations nécessaires des documents standards ont été entièrement faites par les équipes nationales ;
- le processus de formation des formateurs a été dans l'ensemble assez bien maîtrisé dans la mesure où les cadres nationaux ont directement piloté les sessions de formation des agents (enquêteurs, superviseurs, opératrices de saisie) avec l'assistance technique des experts d'AFRISTAT et de DIAL ;
- les équipes locales ont été formées aux techniques de saisie et d'apurement des données. Le fait que certains pays disposent déjà d'une base de données apurées de la phase 3 atteste que le projet leur a été bénéfique. Ces bases de données sont effectivement disponibles même si dans certains pays, elles sont encore en cours d'apurement ;

- les cadres ont été formés à la programmation des tableaux sous un logiciel de traitement statistique des données (SPSS, Stata).

80. Pour conduire cette phase 3, il convient de relever un certain nombre de difficultés :

- **Sur le plan administratif et organisationnel**, les fonds étaient décaissés avec retards ; le fait d'avoir retenu le principe d'une articulation standardisée du budget ainsi que celui d'avoir imposé le respect strict des lignes budgétaires, quel que soit le pays, ont rendu la gestion budgétaire du projet rigide ; les ressources humaines compétentes étaient non seulement insuffisantes, mais souvent indisponibles.
- **Sur le plan technique**, le caractère relativement ancien des bases de sondage fournies par les recensements de population dans la plupart des pays a contribué à rallonger les travaux de la phase 1 et donc par conséquent, ceux de la phase 3 ; les travaux de traitement statistique et d'analyse des données sont des exercices auxquels les cadres de la plupart des INS n'étaient pas assez familiers, notamment en ce qui concerne le traitement informatique des données.

81. **En perspectives**, il serait difficile d'apprécier les activités réalisées dans la phase 3 indépendamment de celles des autres phases. Les effets induits directs des activités réalisées au cours des deux premières phases ont forcément été bénéfiques à la réalisation des activités de la phase 3 même si tous les résultats n'ont pas été entièrement atteints. Les données mobilisées à partir de cette série d'enquêtes (les trois phases) ont l'avantage d'être comparables parce que reposant sur des concepts et des techniques d'exploitation identiques, à tout le moins très proches. Il est envisagé d'organiser un atelier régional en vue de former les cadres des INS des pays concernés en analyse de la pauvreté à partir des données de la phase 3. Si cette action est réalisée, cela permettra de rendre encore plus accessibles de nouveaux outils harmonisés d'analyse de la pauvreté à cet ensemble de pays.

82. PARSTAT, étant arrivé à son terme en fin 2003, le rapport final d'exécution de ce programme reviendra plus en détails sur les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ce volet. D'ores et déjà, il importe de relever que la mauvaise qualité des bases de sondage utilisées et l'absence de formation des cadres nationaux au travail d'apurement des données d'enquêtes, dans la mesure où elles conditionnent la qualité des résultats, méritent d'être relevées comme principaux travers rencontrés dans la conduite de ces enquêtes.

83. Dans le même cadre du PARSTAT (volet « Prix »), l'Institut national de la statistique et des recensements (INEC) de **Guinée-Bissau** a réalisé au cours de l'année 2002, une enquête sur les dépenses des ménages de Bissau, dont le principal objectif était la détermination des pondérations pour le calcul d'un l'indice des prix à la consommation, comparable à l'IHPC disponible dans les autres Etats membres de l'UEMOA. L'assistance technique apportée par AFRISTAT, s'est poursuivie en 2003 avec le calcul de cet indice, notamment pour la prise en compte des nomenclatures secondaires.

84. En plus des enquêtes réalisées dans les Etats membres de l'UEMOA, la Direction générale a apporté son assistance technique au Congo, au Gabon et la Mauritanie qui réalisaient des enquêtes sur les dépenses ou envisageaient de mener de telles enquêtes.

85. Au **Congo**, AFRISTAT a aidé le Centre national de la statistique et des études économiques (CNSEE) à monter un projet d'enquête auprès des ménages portant sur l'évaluation de la pauvreté et la détermination des coefficients de pondération pour un nouvel indice de prix à la consommation. Prévue être réalisée depuis 2002, le CNSEE recherchait encore le financement de cette opération en 2003. En attendant, il a élaboré la méthodologie de l'enquête avec l'appui technique d'AFRISTAT.

86. Après avoir résolu les difficultés de financement qui retardaient son lancement, l'*Enquête sur les dépenses des ménages de Libreville* a démarré en avril 2003. Le principal objectif de cette enquête est de fournir les pondérations pour le calcul de l'indice harmonisé des prix à la consommation (cf. Projet « Prix CEMAC »). L'assistance technique apportée par AFRISTAT à la Direction générale de la statistique et des études économiques (DGSEE) du **Gabon**, a permis à la fois de lancer l'opération de collecte et de mettre en place l'atelier informatique de saisie. L'enquête a suivi la même méthodologie que les enquêtes menées en 1996 dans les Etats membres de l'UEMOA, dans le cadre du projet prix UEMOA.

87. Après la saisie des données, terminée en juillet 2003, le calendrier des autres activités a subi un grand retard dû surtout au déploiement du personnel de la DGSEE sur d'autres opérations statistiques, notamment le recensement général de la population. Ainsi, l'apurement des fichiers n'a pas pu être lancé avant la fin d'année 2003.

88. Enfin, l'Office national de la statistique (ONS) de **Mauritanie** a réalisé en 2002, avec l'appui technique d'AFRISTAT, une enquête sur les dépenses des ménages de Nouakchott. Cette enquête s'insère dans le cadre de la refonte de l'indice des prix à la consommation des ménages à Nouakchott, selon la méthodologie utilisée pour la mise en place des indices harmonisés dans les pays de l'UEMOA. L'appui technique d'AFRISTAT à l'ONS a permis d'apurer les données, de déterminer les coefficients de pondération du nouvel indice et de calculer cet indicateur dont les premiers résultats ont été publiés en octobre 2003. Le lancement officiel du nouvel indice de prix à la consommation était prévu pour le mois de février 2004.

### **3.4.2 Suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté**

89. Le renforcement des systèmes d'information dans le domaine du suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté constitue un des objectifs du PROSMIC. Il s'agit en particulier de contribuer au renforcement des capacités d'analyse des cadres des INS et/ou des structures officielles en charge de l'analyse de la pauvreté dans le domaine du suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté. Il est attendu au terme du PROSMIC :

- des cadres nationaux sont formés aux fondements théoriques et aux techniques empiriques d'analyse de la pauvreté et des conditions de vie des ménages, notamment en techniques de simulation des effets des politiques économiques sur la pauvreté ;

- des méthodes de construction des indicateurs de niveau de vie et de détermination des lignes de pauvreté sont harmonisées.

90. Pour conduire les activités au niveau régional, AFRISTAT a obtenu un financement de la Coopération française dans le cadre de la mise en œuvre du FSP-Renforcement des capacités statistiques, dans sa composante «Suivi des statistiques sociales ». Il y est prévu d'élaborer un « *support méthodologique sur l'harmonisation des méthodes de mesure de la pauvreté dans les Etats membres d'AFRISTAT* ». Une fois finalisé et validé, ce support devait servir de document didactique pour la formation sur les techniques d'analyse de la pauvreté et le calcul des lignes de pauvreté. Cette formation devait être suivie par un séminaire portant sur le thème « *les techniques de micro-simulation pour l'évaluation des politiques économiques* ».

91. Initialement prévu en une seule session, ce dernier séminaire a été organisé en deux phases à cause de la complexité du thème abordé. La première phase a été exécutée et a consisté à initier des binômes de cadres nationaux de 17 Etats membres aux techniques de micro-simulation pour l'évaluation des politiques économiques. Les travaux se sont déroulés pendant une semaine à Bamako et ont permis de présenter :

- les principes de base d'un modèle de micro-simulation, les étapes de la construction d'un modèle, de l'intégration d'un modèle de micro-simulation dans un cadre macroéconomique et de la modélisation de la formation des salaires et des revenus ;
- les travaux pratiques (avec les logiciels EXCEL et STATA) sur les principes théoriques qui ont été exposés. Les travaux pratiques avaient traité de l'impact sur les inégalités et la pauvreté du changement des prix relatifs de certains biens (suite par exemple à une politique fiscale), de la réduction de l'emploi salarié, des changements dans les rendements de l'éducation etc. De plus, des exemples de modèles construits pour la Côte d'Ivoire et pour Madagascar ont été présentés.

92. La seconde phase de ce séminaire, qui n'a pas pu avoir lieu en 2003, va concerner l'application informatique des techniques approfondies de micro-simulation apprises en vue de répondre à des préoccupations concrètes de choix de politiques économiques que les équipes nationales auront pris le soin de présenter dans le cadre d'un projet.

93. S'agissant de la formation sur les techniques de mesure de la pauvreté, celle-ci n'a pas pu avoir lieu en 2003 faute de support méthodologique devant servir de base de formation.

94. En ce qui concerne l'assistance technique apportée aux Etats membres, AFRISTAT est intervenu en Guinée-Bissau, au Cap-Vert et en Mauritanie.

95. . En **Guinée-Bissau**, la Direction générale a initié avec l'INEC l'apurement et le traitement des données de l'enquête réalisée en 2002 (PARSTAT) afin de permettre à la Guinée-Bissau de disposer d'indicateurs sur le marché du travail et d'informations sur les conditions de vie des ménages à Bissau, à l'instar de ce qui s'est fait dans les autres Etats membres de l'UEMOA. Cependant, le manque de disponibilité du personnel à l'INEC affecté à cette nouvelle initiative n'a pas permis d'avancer suffisamment sur la tabulation et l'analyse des résultats.

96. Dans le cadre de l'exploitation des données de l'enquête sur les dépenses des ménages et sur l'analyse de la pauvreté du **Cap Vert**, AFRISTAT a réalisé au cours de l'année 2003, trois missions d'assistance technique auprès de l'Institut national de la statistique (INE) au cours desquelles des propositions ont été formulées sur les points suivants :

- orientations méthodologiques de l'analyse des données de l'enquête sur les recettes et les dépenses des ménages réalisée entre octobre 2001 et octobre 2002, y compris l'évaluation de la qualité des données ;
- approche méthodologique pour l'élaboration d'une cartographie de la pauvreté ;
- perspectives de la mise en place d'un projet d'enquête légère de suivi de la pauvreté ;
- évaluation des besoins, élaboration d'un budget associé pour l'assistance technique nécessaire ainsi qu'un chronogramme des activités.

97. AFRISTAT avait aussi animé un atelier d'orientation technique pour l'analyse des données de l'enquête.

98. En **Mauritanie**, afin de répondre efficacement aux objectifs d'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté retenus dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) adopté en février 2001, le pays a décidé d'examiner les questions relatives à la normalisation et à l'harmonisation des nomenclatures utilisées pour les principaux indicateurs statistiques identifiés.

99. Dans le cadre de cette initiative, AFRISTAT, sollicité, a apporté sa contribution dans la réalisation des activités suivantes :

- une évaluation du degré de normalisation et d'harmonisation des indicateurs retenus dans le CSLP. Pour chaque indicateur, il a été procédé à un examen de la demande qui justifie sa production, son degré harmonisation avec les recommandations internationales (concept, méthode d'évaluation, etc.), etc. ;
- un examen du plan d'action à mettre en œuvre en vue d'atteindre les objectifs visés, à travers notamment trois axes d'orientation :
  - ✓ la proposition d'un ensemble d'outils pour l'harmonisation technique des indicateurs retenus (base de données sociales, manuel conceptuel et méthodologique) ;
  - ✓ la définition d'une stratégie de mise en œuvre de cette harmonisation technique ;
  - ✓ la proposition de dispositifs pour la mise en œuvre de l'harmonisation institutionnelle.

### **3.5. Diffusion de l'information statistique**

100. L'appui technique apporté aux SSN dans le domaine de la diffusion de l'information statistique a porté essentiellement sur la mise en place des sites Internet dans les INS et la construction d'une base de données à la Direction de la prévision et de la statistique (DPS) du **Sénégal**. Toutes ces activités ont été financées grâce à la Coopération française.

### **3.5.1 Sites Internet des INS des Etats membres**

101. Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante « *Diffusion de l'information* » du FSP "Renforcement des capacités statistiques" initié par la France en faveur des Etats membres d'AFRISTAT, la Direction générale a élaboré le cahier de charges pour la mise en place d'un site Internet dans chaque INS à l'horizon 2004.

102. L'architecture générale et le contenu du site ont été élaborés, la description technique des équipements nécessaires (matériel, connexion Internet et logiciels) a été faite.

103. Les travaux ont démarré avec un premier groupe de huit pays : **Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie et Sénégal**. Du matériel informatique d'appoint a été acquis pour chaque pays (équipements et logiciels) et des financements ont été mis à disposition pour une connexion à Internet par liaison téléphonique.

104. Les appuis apportés aux Etats membres (à l'exception de la Mauritanie qui disposait déjà de son site) ont permis dans un premier temps (février 2003) de lancer les travaux et de sensibiliser les différents intervenants. Dans un second temps (décembre 2003), elles ont servi à la finalisation des sites.

105. Au plan de la formation, un séminaire a réuni du 12 au 23 mai 2003 à Bamako les responsables nationaux de sites. Au cours de cette formation, les participants ont acquis les notions essentielles pour travailler concrètement sur leur propre site en vue de son amélioration et de sa gestion.

106. En fin décembre 2003, les huit sites devaient être prêts pour leur mise en ligne. Ils ne le seront qu'à la fin du premier trimestre 2004.

### **3.6. Mise en place d'un système cohérent et structuré de base de données au Sénégal**

107. Initiés depuis 2002, les travaux de mise en place d'une base de données à la DPS se sont poursuivis. En 2003, les efforts ont porté sur la diffusion des données. A ce titre, un Cd-rom interactif contenant l'ensemble des données de comptes nationaux pour la période 1996-2001 a été conçu. Ce Cd-rom permet une navigation intelligente et l'utilisateur peut extraire facilement les données. Toutes les données sont accompagnées de notes méthodologiques détaillées. Ce Cd-rom a été conçu lors d'un séminaire atelier qui a regroupé 10 cadres de la DPS et a été animé par AFRISTAT et par l'assistant technique de la Coopération française en poste à la DPS.

#### **4 Etat de la coopération avec les bailleurs de fonds et partenaires au développement**

108. La Direction générale a développé ou renforcé au cours de l'année 2003 ses liens de coopération et de partenariat avec plusieurs bailleurs de fonds et partenaires au développement. Les apports bénéficiés par AFRISTAT ont permis de réaliser une large gamme d'actions dont beaucoup d'entre elles s'inscrivaient en droite ligne de celles préconisées par le PROSMIC.

##### **4.1. Coopération française**

109. En mai 2002, le ministère français des Affaires étrangères et AFRISTAT ont signé dans le cadre du dispositif français « Fonds de solidarité prioritaire (FSP) » une convention de subvention au titre de la période 2002-2004 portant sur un appui au renforcement des capacités statistiques. Cette convention, qui vient en appui à l'effort d'AFRISTAT, était destinée à la conduite de l'étude « AFRISTAT après 2005 » et au renforcement des capacités statistiques de 17 Etats membres dans trois domaines : (i) Suivi des conditions de vie des ménages, (ii) Suivi de la conjoncture et de la prévision économiques, et (iii) Diffusion de l'information statistique.

110. En juillet 2002, AFRISTAT a aussi obtenu de la Coopération française un soutien pour le financement de l'assistance technique en vue de réaliser la phase 3 des enquêtes 1-2-3, dans le cadre de la mise en œuvre du volet « Secteur informel » du PARSTAT (cf. 3.4.1). On rappelle que ce programme n'avait pas prévu la réalisation de cette phase ; répondant à la requête des Etats bénéficiaires, la France a mobilisé cette assistance pour la réalisation d'enquêtes sur la demande et la consommation des ménages en vue de l'évaluation de la pauvreté en milieu urbain.

111. La Coopération française a accordé une subvention à quelques Etats membres d'AFRISTAT pour la préparation des concours d'entrée dans les écoles de formation statistique. En 2003, six Etats ont bénéficié de cette assistance qui a transité par AFRISTAT.

112. Outre ces subventions, les services de Coopération et d'Action culturelle (SCAC) des ambassades de France à Dakar, Nouakchott et Kinshasa ont sollicité AFRISTAT pour réaliser un certain nombre d'actions au profit des INS du **Sénégal**, de la **Mauritanie** et du **Congo (République démocratique)**, respectivement :

- En juin 2002, le SCAC de Dakar a attribué un marché à AFRISTAT pour la construction d'une base des données à la Direction de la prévision et de la statistique du Sénégal ; les travaux engagés seront terminés en 2004.
- En Mauritanie, le SCAC finance l'implantation du module ERETES ) à l'ONS ;
- En fin 2003, le SCAC de Kinshasa et AFRISTAT ont signé une convention pour la fourniture d'une assistance technique pour la mise en place d'un dispositif de lancement des enquêtes 1-2-3 à Kinshasa, la préparation méthodologique de la rénovation de l'indice des prix à la consommation, la préparation aux concours ITS/ISE. Ces actions entrent dans le cadre d'un programme plus vaste de « *Mise en œuvre du programme de mobilisation des capacités nationales pour la lutte contre la pauvreté en République Démocratique du Congo-CAPNAT* » et comportant une composante statistique. Les actions devraient être poursuivies au cours de l'année 2004 avec la

signature d'une nouvelle convention de prestations de services entre le SCAC de Kinshasa et AFRISTAT.

113. Enfin, sur demande du ministère français des Affaires étrangères, AFRISTAT a effectué une mission au **Burundi** pour la mise à jour du diagnostic du système statistique burundais et l'élaboration du volet statistique du Programme d'appui à la rénovation et la gestion économique et financière (PARGEF). Les résultats de cette mission et le rapport fourni ont permis la mise en place du PARGEF pour le Burundi avec une composante statistique.

#### **4.2. Partenariat avec la Commission de l'UEMOA**

114. Outre les relations régulières qu'AFRISTAT entretient avec la Commission de l'UEMOA sur la mise en œuvre des actions des domaines prioritaires du PROSMIC, AFRISTAT a poursuivi et clôturé l'exécution des volets « Comptabilité nationale », « Secteur informel » et « Prix » du PARSTAT, objet du contrat de subvention 01/DPE/2001 arrivé à son terme le 31 décembre 2003. Un rapport d'exécution de ce programme sera présenté en 2004.

115. Sous réserve de la présentation de ce rapport et de son adoption par la Commission de l'UEMOA et la Commission européenne, bailleur de fonds, l'exécution de ce programme par AFRISTAT inspire quelques leçons :

- La rigidité de gestion institutionnelle et budgétaire du programme a affecté la conduite des activités du volet « Comptabilité nationale » et « Secteur informel ». A cela, il convient d'ajouter les délais de mise en place du programme qui ont été longs.
- La mise en œuvre du PARSTAT a mobilisé des ressources très importantes, financières et humaines, notamment les ressources des INS qui n'étaient pas tous préparés à conduire les actions prévues en même temps que d'autres activités dont ils ont la charge. Cette situation a profondément influencé la conduite des activités des volets « Comptabilité nationale » et « Secteur informel ».
- L'ensemble des difficultés rencontrées dans le cadre de la mise en œuvre du PARSTAT par rapport à l'organisation de la gestion interne des INS pose le problème de la pérennisation des acquis du PARSTAT en particulier et des projets qui y sont conduits en général. Même les composantes qui ont le mieux réussi ont besoin d'un plan de soutien et de capitalisation continue afin d'y maintenir les équipes et éviter ainsi le risque de perdre rapidement les acquis. Le PARSTAT espérait tirer profit des acquis hérités du projet prix de l'UEMOA 1996 dans le domaine de la conduite des opérations d'enquêtes (collecte, apurement et traitement des données, etc.) dans lequel étaient activement impliqués les INS. Malheureusement, la mise en œuvre du projet PARSTAT s'est heurtée à l'absence et/ou l'insuffisance de capitalisation des acquis du projet Prix UEMOA 1996. Cet aspect, relatif à l'appropriation par les cadres nationaux des outils méthodologiques développés dans le cadre des projets mis en œuvre doit être sérieusement examiné et pris en compte dans le cadre d'une gestion durable des activités de production statistique des INS. C'est à ce prix seulement que le transfert de savoir-faire qui accompagne ces

projets pourra avoir un effet durable notamment en matière de comptabilité nationale et d'enquêtes statistiques diverses. La fiabilité des outils méthodologiques développés n'est pas un acquis définitif, il faut continuer à assurer la qualité et la pertinence des informations statistiques produites.

- Les INS ont encore besoin d'une assistance technique pour la conduite des projets tels que ceux du PARSTAT.
- Au-delà des difficultés rencontrées et des résultats atteints dans chaque composante, la mise en œuvre du projet reste globalement positive. Elle a redonné une impulsion nouvelle aux opérations statistiques, intérêt encore plus valorisé dans le contexte actuel de la lutte contre la pauvreté qui est au centre des politiques de développement. L'objectif de la recherche de l'harmonisation des méthodologies n'est pas du tout incompatible avec la prise en compte des spécificités nationales, d'autant qu'en substance, les cadres d'approche sont globalement les mêmes. Tout en ayant contribué à répondre aux principaux objectifs qui ont motivé sa mise en œuvre, le programme a permis de mettre à l'ordre du jour une problématique importante : la gestion stratégique des INS afin de leur permettre de satisfaire durablement une demande statistique de plus en plus pressante pour le développement. Un examen de la gestion stratégique des INS s'impose et devrait régulièrement s'adapter aux nouvelles demandes. La viabilité des acquis du PARSTAT est au prix des mesures qui seront prises pour renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des INS.

116. Le PARSTAT a été clôturé en décembre 2003. Toutes les actions qui y étaient prévues n'ont pas été réalisées. Il importe donc de poursuivre les activités prévues afin de les mener à terme dans les pays en identifiant et mobilisant de nouveaux financements.

#### **4.3. Coopération avec le PNUD**

117. Initié en fin d'année 2002 par le PNUD et AFRISTAT, le projet « Appui au suivi des DSRP et des indicateurs des OMD » a démarré effectivement ses activités en fin 2003 avec la signature du contrat. D'un montant global de 963 035 dollars américains, ce projet couvre une vingtaine de pays africains francophones dont tous les Etats membres d'AFRISTAT, et a pour objectif général d'apporter un appui aux Etats dans la construction des systèmes d'information cohérents et efficaces permettant de répondre aux besoins de production et d'analyse d'indicateurs pertinents pour le suivi-évaluation des DSRP et des OMD.

118. Au titre de l'année 2003, les principales activités réalisées ont porté essentiellement sur la centralisation de la documentation disponible par rapport au suivi des DSRP et des OMD (rapports de mission de l'étape de l'assistance préparatoire, DSRP de la plupart des Etats membres d'AFRISTAT, etc.) et l'élaboration des procédures de recrutement des deux experts devant être recrutés pour travailler dans le projet.

119. Par ailleurs, à la demande des bureaux du PNUD du Bujumbura et de Sao Tomé, AFRISTAT a apporté une assistance respectivement au **Burundi** et à **Sao Tomé et Príncipe**. Au Burundi,

AFRISTAT a réalisé une évaluation de la faisabilité de la mise en place d'un système de suivi-évaluation de la pauvreté dans ce pays. L'objectif spécifique de cette mission était de proposer des termes de référence, un programme de travail et un calendrier pour la conception du système de suivi-évaluation. AFRISTAT poursuivra son assistance à ce pays en 2004 avec le financement du PNUD. A Sao Tomé et Principe, AFRISTAT a réalisé une étude sur la disponibilité, la qualité et la fiabilité des statistiques de Sao Tomé et Principe en matière de suivi des OMD.

#### **4.4. Appui du Fonds monétaire international**

120. Le Fonds monétaire international (FMI) a confié, en juillet 2002, à AFRISTAT le suivi de la mise en œuvre du SGDD dans les Etats membres de l'UEMOA. Ce contrat a été renouvelé en janvier, puis en juillet 2003. A la suite des quatre premiers Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Mali et Niger) qui avaient bénéficié de ce programme en 2002, la couverture géographique a été étendue en 2003 à l'ensemble de l'UEMOA.

121. Le volume d'assistance technique déployée dans le cadre de ce programme s'établit, en 2003, à 226 jours exécutés par les experts d'AFRISTAT. L'appui à l'élaboration des comptes nationaux constitue le domaine principal d'intervention, notamment à destination de la Guinée Bissau : ceci s'explique par le fait que cet Etat membre de l'UEMOA ne bénéficiait pas de l'assistance technique mise en place dans le cadre PARSTAT.

122. Le programme SGDD se poursuivra en 2004 ; initialement fixée en juillet 2003, la fin de l'exécution a été reportée par le FMI, à la demande d'AFRISTAT, au 31 mars 2004, pour tenir compte des événements survenus dans la sous-région et qui ont empêché le respect du calendrier d'actions prévu.

123. Enfin, il est envisagé, par la suite, de continuer ce programme avec l'allongement à un an de la durée d'exécution du contrat et l'extension de la couverture géographique à la Guinée et à la Mauritanie.

#### **4.5. Partenariat ACBF/BIT/AFRISTAT**

124. Financé par ACBF (African Capacity Building Foundation) et mis en œuvre en partenariat avec le Bureau international du travail (BIT), un projet visant le renforcement des systèmes d'information sur le marché du travail et des systèmes de suivi de la pauvreté en Afrique a été confié à AFRISTAT<sup>1</sup>. Dans cette phase pilote, la durée du projet est de trois ans et couvre cinq pays : le **Cameroun**, le **Mali**, le Nigeria, l'Ouganda et la Zambie. L'année 2003 a été consacrée à la mise en place du projet : signature de l'accord de don entre ACBF et AFRISTAT, élaboration des termes de référence pour le recrutement de l'expert régional suivie d'un appel à candidatures. La mise en œuvre du projet a démarré en 2004.

---

<sup>1</sup> L'accord de don a été signé en octobre 2003.

#### **4.6. Coopération avec la CEDEAO**

125. Initiée sur la base de l'harmonisation des données statistiques sur le modèle des travaux similaires de l'UEMOA, la coopération entre la CEDEAO et AFRISTAT avait effectivement pris corps avec l'analyse de l'existant en comptabilité nationale et en indices de prix à la consommation réalisée en 2001 par AFRISTAT pour le compte du Secrétariat exécutif de la CEDEAO.

126. La poursuite des travaux d'harmonisation dans ces deux domaines complétés par la diffusion et la publication se fait avec l'assistance technique d'AFRISTAT. Dans ce cadre, des contacts sont réguliers entre les deux institutions. AFRISTAT a été représenté à la réunion de lancement du programme d'harmonisation de la CEDEAO dans les domaines de la comptabilité nationale et des prix (projet appelé ECOSTAT) qui s'est tenue du 3 au 5 décembre 2003 à Accra (Ghana). Cette coopération sera formalisée en 2004 par un accord.

#### **4.7. Partenariat avec d'autres institutions et organismes**

127. AFRISTAT a développé d'importantes activités au cours de l'année 2003 avec les partenaires tels que DIAL (conduite d'enquête et analyse de la pauvreté), PDM (appui institutionnel et conduite d'enquête) et Paris21 (renforcement des capacités statistiques). Il est attendu que les relations avec ces partenaires se renforcent au cours des prochaines années.

## Annexes

### Annexe1 : Mise en œuvre du SCN93 dans Etats membres d'AFRISTAT en 2003

Etats membres	Année de base des comptes		Dernière Année de comptes		Mise en œuvre du SCN93
	Réalisés	En cours	Réalisés	En cours	
<b>Bénin</b>	Comptes 1999			Comptes 2000	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants.
<b>Burkina Faso</b>	Comptes 1999			Comptes 2000	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants .
<b>Cameroun</b>	Comptes 1989/90		Comptes 1999/2000	Comptes 2000/2001	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) élaboré.
<b>Cap-Vert</b>		Comptes 2002			Néant
<b>Centrafrique</b>	Comptes 1988		Comptes 1995		Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) élaboré.
<b>Comores</b>					
<b>Congo</b>					
<b>Côte d'Ivoire</b>	Comptes 1996		Comptes 2000	Comptes 2001	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) élaboré.
<b>Gabon</b>		Comptes 2001			Néant
<b>Guinée</b>					
<b>Guinée Bissau</b>					
<b>Guinée Equatoriale</b>					
<b>Mali</b>	Comptes 1997		Comptes 1998	Comptes 1999	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) élaboré.
<b>Mauritanie</b>	Comptes 1998		Comptes 1999	Comptes 2000	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) élaboré.
<b>Niger</b>	Comptes 2000			Comptes 2001	Les indicateurs de base du PIB sont élaborés. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) élaboré.
<b>Sénégal</b>		Comptes 1999			Néant
<b>Tchad</b>					
<b>Togo</b>		Comptes 2000			Néant

**Annexe 2 : Tableau-résumé des réalisations pour 2003**

Actions	Résultats attendus	Réalizations
<b>ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL</b>		
Organiser les réunions statutaires d'AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tenue effective des réunions du Conseil des ministres, du Comité de direction et du Conseil scientifique</li> </ul>	- Action réalisée
Elaborer un mécanisme de suivi de la mise en œuvre du PROSMIC et des nomenclatures	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une liste d'indicateurs de suivi est élaborée sur la base des objectifs définis dans le PROSMIC. Cette liste est mise à la disposition des Etats</li> </ul>	- Action non réalisée
Améliorer l'accès et la convivialité du site Internet AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lisibilité du site améliorée</li> <li>• Moteur de recherche installé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lisibilité du site améliorée (action permanente)</li> <li>- Moteur de recherche non installé</li> </ul>
Aménager les locaux -extension de la Direction générale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nouvelle allocation des bureaux effectuée</li> <li>• Travaux d'aménagement effectués</li> </ul>	- Actions réalisées
Conduire l'Enquête annuelle sur les INS pour les années 2001 et 2002	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les résultats de l'enquête pour l'année 2001 et 2002 sont publiés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Questionnaire révisé</li> <li>- Enquête en cours</li> </ul>
Rassembler des indicateurs de performance statistique applicables au INS des Etats membres d'AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un tableau d'indicateurs est élaboré sur la base des travaux récemment menés dans ce domaine</li> </ul>	- Action non réalisée
Etablir un répertoire d'experts	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Répertoire dressé</li> </ul>	- Action réalisée (action permanente)
Assurer la formation continue des experts d'AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation permanente assurée au niveau interne</li> <li>• 3 ou 4 experts envoyés en formation sur des questions statistiques ou de développement d'actualité</li> </ul>	- Actions réalisées (4 experts formés sur les systèmes d'information géographique)

Actions	Résultats attendus	Réalisations
Participation aux activités de renforcements des capacités statistiques de Paris21	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration des capacités des SSN à conduire les travaux statistiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Action réalisée : appui à l'organisation des ateliers Paris21 de Dakar et d'Abuja</li> <li>Participation aux réunions initiées par le Secrétariat de Paris21</li> </ul>
Audit du SSN centrafricain	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audit effectué et propositions d'amélioration formulées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Action réalisée</li> </ul>
<b>APPUI AUX SSN ET AUX INSTITUTIONS SOUS-REGIONALES D'INTEGRATION ECONOMIQUE</b>		
<b>Renforcement institutionnel</b>		
Assister les Etats dans le renforcement institutionnel de leurs SSN respectifs, notamment le Centrafrique et la Mauritanie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Missions d'appui effectuées auprès des INS en fonction des demandes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mission d'audit du SSN de la RCA</li> <li>Mission d'évaluation à mi-parcours du Schéma directeur de la statistique de la Mauritanie</li> </ul>
Exécuter le volet statistique du CAPNAT au Congo (RD)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuis multi-sectoriels réalisés (mise en place du projet CAPNAT, démarrage effectif des activités, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Missions effectuées sur la mise en place du dispositif d'enquête 1-2-3 et la rénovation de l'indice des prix de Kinshasa</li> </ul>
Mettre en œuvre les projets d'amélioration du SGDD	<ul style="list-style-type: none"> <li>Projets d'amélioration réalisés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Action réalisée (permanente)</li> </ul>
<b>Comptabilité nationale</b>		
Implanter ERETES dans les Etats membres de l'UEMOA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Année de base des comptes nationaux élaborés pour tous les pays</li> <li>Année courante élaborée pour tous les pays</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Action réalisée pour les Etats de l'UEMOA (cf. annexe 1)</li> </ul>

Actions	Résultats attendus	Réalizations
Implanter ERETES dans les autres Etats	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Missions d'évaluation effectuées dans deux pays</li> <li>• Installation dans un pays</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite des travaux d'implantation au Gabon et en Mauritanie</li> <li>- Mission d'exploration au Cap-Vert</li> </ul>
<b>Conjoncture et prévision économiques</b>		
Organiser chaque semestre deux séminaires pour l'Afrique de l'Ouest et la CEMAC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Séminaires organisés</li> </ul>	- Action réalisée
<b>Statistiques d'entreprises</b>		
Etablir l'état des lieux des dispositifs des Etats en matière de statistiques d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport sur la situation des statistiques d'entreprises dans les Etats membres d'AFRISTAT</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Etat des lieux en cours d'actualisation</b>  compte tenu des informations transmises à l'occasion du séminaire (voir ci-dessous)</li> </ul>
Organiser un séminaire sur les statistiques d'entreprises en vue d'élaborer des outils standards de traitement des données dans ce domaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport du séminaire rédigé</li> <li>• Projets d'outils standards d'élaboration des statistiques d'entreprises élaborés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actes du séminaire non publiés ;</li> <li>- Accord sur les méthodologies de développement des outils obtenus</li> </ul>
Elaborer une méthodologie d'établissement des répertoires d'unités de production	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Méthodologie élaborée</li> </ul>	- Activité non réalisée

Actions	Résultats attendus	Réalisations
Elaborer une méthodologie de traitement des Déclarations statistiques et fiscales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Méthodologie élaborée</li> </ul>	- Activité non réalisée
<b>Statistiques des prix</b>		
Apporter l'assistance à l'INEC de Guinée-Bissau pour l'élaboration de l'indice des prix à la consommation de Bissau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance technique apportée pour le calcul des coefficients de pondération et le calcul de l'indice des prix à la consommation de Bissau</li> </ul>	- Action réalisée : la Guinée-Bissau calcule l'IHPC depuis juillet 2003
Apporter l'appui à d'autres INS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui apporté aux Etats sur leur demande</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Guinée et la Mauritanie calculent leurs IHPC depuis 2003</li> <li>- Un tableau de passage à 12 fonctions est élaboré pour l'IHPC des Etats membres de l'UEMOA</li> </ul>
<b>Enquêtes auprès des ménages</b>		
Assister les INS en cours de programme d'enquêtes sur les dépenses des ménages, notamment appui à l'analyse de l'enquête auprès des ménages du Cap Vert	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui apporté aux autres Etats sur leur demande</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assistance apportée au Cap-Vert dans le cadre d'un atelier d'orientation méthodologique pour l'analyse des données de l'enquête sur les dépenses et les revenus des ménages</li> <li>- Assistance apportée au Gabon et au Congo</li> </ul>
<b>Statistiques agricoles</b>		
Terminer l'enquête test sur l'estimation de la production maraîchère sur le terrain et rédiger le rapport de l'enquête	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport final rédigé, édité et diffusé</li> </ul>	- Seconde phase de l'enquête réalisée en juin-septembre 2003
Assister le ministère mauritanien de l'Agriculture et du développement rural dans son projet d'enquête pilote sur le maraîchage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance technique apportée à la Mauritanie</li> </ul>	Activité non réalisée

Actions	Résultats attendus	Réalizations
Participer aux activités initiées par les partenaires	<ul style="list-style-type: none"><li>• Amélioration des capacités des SSN dans ce domaine</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Participation à l'atelier régional sur le renforcement des statistiques agricoles et rurales en appui aux politiques de lutte contre la pauvreté, en marge de la Commission des Statistiques Agricoles pour l'Afrique (CASA</li></ul>

Actions	Résultats attendus	Réalizations
<b>Secteur informel et emploi</b>		
Poursuivre l'appui aux INS des Etats membres de l'UEMOA concernés dans l'exécution de l'enquête sur le secteur informel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance apportée au Bénin, Burkina, Mali, Togo et à la Côte d'Ivoire pour produire les premiers résultats de l'enquête sur le secteur informel et l'enquête sur les dépenses et la consommation</li> <li>• Assistance apportée au Niger et au Sénégal pour produire les premiers résultats de l'enquête emploi et de l'enquête sur le secteur informel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action réalisée au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Togo et en Côte d'Ivoire où les rapports d'analyse de la phase 1 de l'enquête 1.2.3 sont disponibles</li> <li>- Au Sénégal et au Niger, une première ébauche du rapport phase 1 a été produit</li> <li>- La collecte et la saisie des données de l'enquête sur les dépenses et la consommation ont déjà été réalisées au Togo, au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et au Mali</li> <li>- Les travaux préparatoires de collecte de la phase 3 ont débuté en fin d'année 2003 et devraient prendre fin à la fin du mois de janvier 2004 au Niger</li> <li>- La collecte des données de la phase 3 n'a pu se dérouler en Côte d'Ivoire.</li> <li>- Poursuite de l'apurement de la phase 2 au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Sénégal et Togo,</li> </ul>
Assister la Direction générale de la statistique et des études économiques du Gabon dans l'exécution de l'enquête nationale sur le secteur informel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance apportée au Gabon pour la réévaluation de l'enquête nationale sur le secteur informel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activité non réalisée</li> </ul>

Actions	Résultats attendus	Réalizations
<b>Suivi de la pauvreté</b>		
Concevoir un cadre de référence et un support méthodologique minimum commun pour la conception d'un système d'information sur la pauvreté (faisant référence aux schémas directeurs et plans de développement de la statistique existants) avec des instruments harmonisés et normalisés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Support méthodologique conçu pour la conception des systèmes d'informations sur la pauvreté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les travaux préliminaires de cette activité avaient été lancés avec la proposition d'un programme de travail couvrant les six premiers mois suivant la signature du contrat avec le PNUD. Cette activité prendra plus d'ampleur au cours de l'année 2004</li> </ul>
Concevoir et valider pour les pays qui en feront la demande, des systèmes d'information sur la pauvreté, se référant au support méthodologique élaboré, adaptés aux besoins et aux capacités des pays.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Systèmes d'informations sur la pauvreté élaborés pour des Etats sur leur demande</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activité non réalisée</li> </ul>
Analyser les processus d'élaboration des DSRP dans les Etats membres d'AFRISTAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport d'analyse rédigé sur les processus d'élaboration des DSRP faisant ressortir les insuffisances et les points forts des démarches suivies. Le rapport contiendra notamment une proposition d'une liste minimale commune d'indicateurs pour le suivi des DSRP dans les Etats membres d'AFRISTAT et éventuellement une proposition.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action non réalisée mais prévue en 2004 puisque le contrat n'a été signé avec le PNUD que dans le courant de la fin de l'année 2003</li> </ul>
Renforcer les capacités statistiques des Etats dans le domaine du suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cadres formés aux fondements théoriques et aux techniques empiriques d'analyse de la pauvreté et des conditions de vie des ménages</li> <li>• Cadres sont formés aux techniques de simulation des effets des politiques économiques sur la pauvreté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action relative au premier séminaire de formation des cadres aux techniques d'analyse de la pauvreté non réalisée.</li> <li>- Le premier volet du second séminaire programmé sur les techniques de simulation des effets distributifs des politiques économiques sur la pauvreté a été réalisé</li> </ul>

Actions	Résultats attendus	Réalizations
<b>Activités informatiques</b>		
Développer et mettre en place des sites Internet dans les INS des Etats membres	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sites Internet en ligne pour 8 Etats (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal, Mali, Mauritanie)</li> </ul>	- Action réalisée
Installer la 2gLDB dans les Etats qui en feront la demande	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La 2gLDB installée dans les Etats</li> </ul>	- Action réalisée au Sénégal
Installer la base de données sur les enquêtes auprès des ménages à la Direction générale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Base installée</li> </ul>	- Action non réalisée
Installer d'autres bases de données dans les Etats membres, notamment au Sénégal et au Bénin	<ul style="list-style-type: none"> <li>• D'autres bases de données élaborées et installées, notamment au Sénégal et au Bénin</li> </ul>	- Action réalisée
Assister les INS pour la résolution des problèmes informatiques rencontrés (traitement des enquêtes, questions relatives à CHAPO et à ERETES, etc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistance apportée régulièrement aux Etats</li> </ul>	- Action réalisée
<b>Publications, diffusion et documentation</b>		
Elaborer et mettre à disposition les produits suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un Cd-Rom de diffusion du Guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux pour les Etats membres d'AFRISTAT ;</li> <li>- un Cd-Rom des documents de l'étude "AFRISTAT après 2005" ;</li> <li>- un Cd-Rom et une publication papier du recueil des textes de base régissant l'activité statistique dans les Etats membres d'AFRISTAT ;</li> <li>- le rapport de l'enquête test sur la production maraîchère à Bamako ;</li> <li>- <i>La lettre d'AFRISTAT</i> (4 numéros).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Produits édités et diffusés</li> </ul>	- Action réalisée
Elaborer des catalogues thématiques de la documentation disponible	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Catalogues rédigés et mis à disposition</li> </ul>	- Action non réalisée

